

La « stratégie pour un espace Indo-Pacifique libre et ouvert », en tant que grande stratégie du Japon

Cet article provient de l'anglais: https://www.japan.go.jp/tomodachi/2018/spring2018/contributed_article.html

Ces dernières années, de nombreux intellectuels ont reproché au Japon d'être un « État réactif », incapable de toute action proactive ou stratégique. Dans mon livre *Japan's Reluctant Realism* (2001), j'ai affirmé que la montée de la puissance chinoise obligeait le Japon à passer d'une ère de « diplomatie du chèque » à une stratégie de politique étrangère basée sur une logique plus active d'équilibre des puissances. À l'époque, peu de spécialistes du Japon aux États-Unis partageaient cette opinion. Aujourd'hui, il existe un consensus beaucoup plus large parmi les intellectuels et diplomates pour dire que le Japon cherche en fait à prendre l'initiative dans le développement d'un ordre ouvert, basé sur des règles, dans la région indo-pacifique. Le débat se focalise désormais sur la question de savoir si la grande stratégie du Japon est efficace.

La « stratégie pour un espace Indo-Pacifique libre et ouvert » est-elle la grande stratégie du Japon ?

Qu'est-ce qu'une « grande stratégie » ? C'est l'intégration de tous les instruments de puissance nationale dans le but de créer un environnement externe plus favorable à la paix et à la prospérité. Ces instruments globaux de puissance sont diplomatiques, informationnels, militaires et économiques. Le succès des grandes stratégies est particulièrement important en temps de paix, puisque la guerre peut être considérée comme l'échec de la stratégie. Parfois les États poursuivent des grandes stratégies sans faire d'annonce explicite ; parfois ils annoncent en grande pompe une grande stratégie, mais ne réussissent pas à la mettre à exécution. Le gouvernement du Premier ministre Shinzo Abe a annoncé une « stratégie pour un espace Indo-Pacifique libre et ouvert ». Est-ce une grande stratégie ? Et sera-t-elle mise en œuvre efficacement ?

Je crois que la « stratégie pour un espace Indo-Pacifique libre et ouvert » découle d'une vision stratégique du monde au Japon, même si tous les détails des objectifs nationaux et des instruments de puissance à utiliser n'ont pas été révélés. Cette vision du monde est que le Japon a tout à gagner d'un ordre régional basé sur l'État de droit, la transparence, l'ouverture, un ensemble de règles de qualité pour le commerce, l'investissement et les infrastructures, ainsi que sur la prévention d'actions coercitives contre les États plus petits.



Dr Michael J. Green

Vice-président principal pour l'Asie et chaire du Japon au Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS). Directeur des études asiatiques et chaire de politique japonaise moderne et contemporaine et de politique étrangère à l'université de Georgetown. A occupé les postes d'assistant spécial auprès du président George W. Bush et de directeur principal pour l'Asie au sein du Conseil de sécurité nationale des États-Unis (NSC).

Cette vision est largement partagée par les États-Unis, comme le montre également la décision de l'administration Trump d'adopter le même libellé de « stratégie pour un espace Indo-Pacifique libre et ouvert » pour sa stratégie dans la région. On peut à juste titre penser que la décision de l'administration Trump de se retirer du Partenariat transpacifique (PTP) affaiblit cette vision, mais il n'en reste pas moins que le Congrès et le peuple américain sont, en grande majorité, partisans du libre-échange, d'alliances fortes et d'un engagement américain accru en Asie. L'Australie et l'Inde, elles aussi, s'identifient pleinement dans la « stratégie pour un espace Indo-Pacifique libre et ouvert », comme le montre la création d'un forum quadrilatéral par les quatre grandes

démocraties maritimes. Les puissances plus modestes, comme la Corée, l'Indonésie ou le Sri Lanka, seront également enclines à adhérer à cette vision, bien qu'elles soient plus vulnérables à la pression de la Chine et prudentes vis-à-vis du fait d'apparaître alignées contre Pékin. En fait, Tokyo et Washington devront tous les deux accepter que certains gouvernements ne soutiennent pas ouvertement la stratégie « pour un espace Indo-Pacifique libre et ouvert », même s'ils souhaitent en privé que les grandes démocraties maritimes défendent ensemble un ordre régional ouvert et basé sur le droit — et, plus important encore, qu'elles dissuadent Pékin de penser que cet ordre pourrait être changé par la coercition.

La « stratégie pour un espace Indo-Pacifique libre et ouvert » pour l'investissement et le développement économique durable dans la région

La version japonaise de la « stratégie pour un espace Indo-Pacifique libre et ouvert » a un point fort par rapport à celle de l'administration Trump : c'est la reconnaissance du fait que toutes les nations comprises dans l'arc allant de l'Afrique au Pacifique de l'ouest souhaitent des investissements et un développement économique durable. En fait, la plupart sont davantage intéressées par cet aspect que par une concurrence ouverte avec la Chine, d'autant qu'elles redoutent que Pékin utilise son initiative « la Ceinture et la Route » pour établir une position plus hégémonique qui pourrait limiter leur liberté d'action. Le quatuor États-Unis / Japon / Australie / Inde a commencé à prendre en compte le thème « infrastructures de qualité », ce qui suggère que Washington a pris conscience de cette lacune dans sa propre formulation. Le Japon fournit bien plus d'aide gouvernementale pour les infrastructures via ses prêts en yens que les États-Unis ne le font via leurs financements officiels, mais ensemble, les États-Unis et le Japon peuvent mettre beaucoup sur la table par le biais de la coopération avec la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale. La décision japonaise de coopérer avec la Chine sur « la Ceinture et la Route » était avisée dans la mesure où cela donnera à Tokyo l'occasion de maintenir la Chine à des degrés plus élevés de transparence et de responsabilité via la coopération

davantage que via la concurrence. Le Japon et les autres pays partageant la même vision auront un levier plus important dans cette approche s'il existe des efforts parallèles pour élargir le soutien aux investissements en infrastructures par les pays industrialisés et les institutions internationales.

Le rôle des valeurs des stratégies japonaise et américaine dans la région indo-pacifique

Il existe une autre dimension pour définir l'orientation et l'impact de « la Ceinture et la Route », que Tokyo et Washington doivent tous les deux prendre davantage au sérieux : c'est le rôle des valeurs dans nos stratégies « pour un espace Indo-Pacifique libre et ouvert » respectives. L'objectif ne doit pas être d'obliger les différents systèmes politiques en Afrique, Asie du Sud et Asie de l'Est à se fondre dans un modèle unique de démocratie libérale. D'un autre côté, les États-Unis et le Japon ne doivent pas ignorer les questions de gouvernance au sein des pays de façon à pouvoir « suivre » la Chine. La raison est simple : les États avec davantage de transparence, de liberté de la presse, de responsabilité législative et de règle de droit seront plus résilients à la corruption, la coercition et la soumission et insisteront sur la qualité des infrastructures. Notre objectif n'est pas de stopper les investissements en infrastructures de la Chine, mais plutôt de maintenir une pression saine sur Pékin afin qu'il se conforme aux normes internationales établies. Cette pression ne sera efficace que si elle vient aussi des nations bénéficiaires.

Je conclurai en disant que le cadre « indo-pacifique libre et ouvert » du Japon est un élément important de grande stratégie et qu'il a de bonnes chances d'être efficace si nous définissons l'objectif comme étant de façonner la réponse de la région à la montée de la Chine plutôt que d'essayer de « contenir » la Chine d'une manière ou d'une autre. Les relations internationales de la région Inde-Asie-Pacifique sont un mélange contradictoire de coopération et de concurrence, et les États-Unis et le Japon auront besoin d'approches nuancées qui prennent en compte les deux aspects du problème et tirent avantage de notre alliance solide et de nos partenariats avec les États partageant la même vision.